SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU SAINT-LAURENT

COMPTE-RENDU DE LA 186e RÉUINON DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SODES

24 septembre l 2026, à 13 :30
Siège social du CN - 935, rue de la Gauchetière, Montréal (Québec) H3B 2M9

Administrateurs/trices présent(e)s :

BÉLANGER, Philippe	G3 Canada Limited
BELLISLE, Robert	QSL
BLAIS, Marie-Claude	Administration portuaire de Trois-Rivières
BRUNET, Jean-Philippe	Groupe Océan
CARON, Guy	Ville de Rimouski
CHOUINARD, Joël	Administration portuaire de Sept-Îles
CYR, Denis	Fonds de solidarité FTQ
D'AMBROISE, David	Administration portuaire de Montréal
DESBIENS, Sylvain	Groupe Somavrac
FRATIANNI, Michael	Société Terminaux Montréal Gateway
GRÉGOIRE, Jean	Langlois
LABERGE, Carl	Administration portuaire du Saguenay
LABRIE, Michael	ArcelorMittal
LANOUETTE, Vincent	Corporation des pilotes du Bas Saint-Laurent
MORENCY, Stéphane	MSC
NADEAU, Charles-André	Aluminerie Alouette
OTIS, Karine	Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
RABY, Pascal	Administration portuaire de Québec
REYNOLDS, Darren	Canadien National
RICHARD, Christian	Pétro-Nav inc, Desgagnés
SAUVÉ, Éric	Corporation des pilotes du Saint-Laurent Central
TRÉPANIER, Nicole	Fednav
VALLIÈRES-ROLAND, Catherine	Communauté métropolitaine de Québec
VIAU, Isabelle	Société du port de Valleyfield

Personnes présentes avec la permission des administrateurs :

AUCLAIR, Serge	Administration de pilotage des Grands Lacs
BERNARD, Manou	Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie maritime
CARON, Nathalie	Société des traversiers du Québec (STQ)
COTÉ, Frédéric	Concept Naval
DAOUST, Marie-France	Sodes
FOUQUET-ASSELIN, Julien	Sodes
MORMUL-DUBOIS, Milla	Sodes
SAADOUN, Fred	PwC
ST-PIERRE, Mathieu	Sodes

Personnes absentes :

AUBRY-MORIN, Jean	Administration de pilotage des Grands Lacs
BEAUCHEMIN, Sophie	Ministère des Transports et de la Mobilité durable
BÉDARD, Julie	Pilotage Saint-Laurent
DUBREUIL, Guillaum	CSL
REYBURN, Katia	Logistec
W. AUDET, Catherine	Davie

1. Ouverture de la réunion

M. Jean-Philippe Brunet ouvre la rencontre.

Il débute en souhaitant la bienvenue à M. Serge Auclair, vice-président, relations externes et commerciales de la Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent, élu administrateur de la Sodes en juin dernier.

Il mentionne avoir reçu trois (3) correspondances portant sur des demandes de changement d'administrateurs :

- Il est proposé que M. Robert Bellisle, président et chef de la direction chez QSL, succède à Mme Claudine Couture-Trudel, qui a terminé son mandat au cours des dernières semaines. Le mandat d'administrateur de M. Bellisle viendrait à échéance en juin 2028;
- À la suite à départ de Mme Alexandra Chouinard à titre de présidente-directrice générale de l'Administration portuaire de Sept-Îles, il est proposé que M. Joel Chouinard, président-directeur général par intérim, poursuive son mandat au sein du conseil d'administration de la Sodes. Le mandat d'administrateur de M. Chouinard viendrait à échéance en juin 2028;
- Il est proposé que Mme Julie Bédard, première dirigeante par intérim de Pilotage Saint-Laurent, succède à M. Marc-Yves Bertin, qui a annoncé sa retraite de ses fonctions de premier dirigeant. Le mandat d'administrateur de Mme Bédard viendrait à échéance en juin 2029.

Les administrateurs entérinent les trois (3) demandes de changement à l'unanimité.

Il poursuit en présentant les trois (3) déclarations :

- Déclaration de saine concurrence
- Déclaration de conflit d'intérêts
- Déclaration de responsabilité de la direction générale

Aucun administrateur ne soulève de conflit d'intérêts.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté tel que présenté.

3. Adoption du compte-rendu de la dernière réunion

M. Brunet indique que le suivi de la rencontre du 9 juin dernier a été effectué par l'entremise du portail sécurisé des administrateurs, le 20 juillet 2026.

À la suite de cet envoi, un commentaire a été reçu séance tenante concernant la page 26, soit la mission d'examen, à la section « État des résultats », où le montant doit être modifié.

En conséquence, le compte-rendu est adopté, sous réserve de la modification du montant indiqué à la page 26.

4. Rapport du Président du Conseil

M. Brunet mentionne qu'il poursuit ses rencontres statutaires avec Mathieu St-Pierre afin de faire le point sur l'évolution des différents dossiers pilotés par la direction générale et prioritaires pour le conseil d'administration.

Au cours de la période estivale, il a été impliqué sur quatre (4) dossiers spécifiques :

- L'intégration du nouveau directeur, contenu et initiatives stratégiques;
- La Journée maritime québécoise;
- Le positionnement dans le cadre des élections provinciales.

Ces dossiers feront tous l'objet de discussion au cours de la présente rencontre.

5. Comité de gouvernance, d'éthique et de ressources humaines (CGERH)

5a. Rapport du Comité

M. Brunet cède la parole à M. Stéphane Morency, président du CGERH.

Le CGERH s'est réuni le 17 septembre dernier principalement pour analyser les candidatures reçues en vue des élections au sein des comités, analyser le calendrier des rencontres et activités 2027 ainsi que *la Politique de confidentialité et de protection des renseignements personnels*. Le Comité a également fait le point sur l'état des ressources humaines et analysé la procédure visant à nommer un nouveau Secrétaire pour du conseil d'administration.

La *Politique de confidentialité et de protection des renseignements personnels* a été recommandée par le CGERH. Elle devra être soumise à l'analyse du comité des finances avant d'être présentée aux administrateurs lors de la réunion le conseil d'administration prévue en novembre.

5b. Élection au sein des comités

En fonction des règlements généraux, articles 7.1, les comités sont composés de trois (3) ou de cinq (5) administrateurs élus, pour une période de trois (3) ans, et ce, conditionnellement à ce que les administrateurs membres des comités soient dûment réélus, si leur mandat au CA est venu à terme.

Le mandat des administrateurs dans ces comités est renouvelable pour une période supplémentaire de trois (3) ans. La même personne ne peut cumuler plus d'une fonction au sein des deux comités.

Le quorum des comités est de 2 si 3 membres ou de 3 si 5 membres.

Avec la fin de mandat de M. Sylvain Desbiens et la démission de Mme Claudine Couture-Trudel, deux (2) postes sont vacants au sein du comité de gouvernance, d'éthique et des ressources humaines. Les membres actuels sont :

- M. Stéphane Morency, Président (renouvellement 2027);
- M. Charles-André Nadeau (renouvellement 2027);
- Mme Karine Otis (renouvellement 2028).

Avec la fin du mandat de M. Michael Fratianni et la démission de M. Cédric Bérubé, trois (3) postes sont non pourvus au sein du comité des finances. Les membres actuels sont :

- M. Jean Aubry-Morin (renouvellement 2028);

- Darren Reynolds (renouvellement 2027).

À la suite de l'appel de candidatures pour les deux comités ayant été lancé le 20 juillet 2026 et qui s'est clos le 4 septembre dernier, un (1) administrateur a signifié son intérêt en remplissant et en retournant son formulaire d'intention.

Pour le comité de gouvernance, d'éthique et des ressources humaines :
- M. Pascal Raby (Administration portuaire de Québec).

Pour le comité des Finances :
- Aucune candidature reçue.

Après analyse des candidatures, il est recommandé d'entériner la nomination, pour un mandat de 3 ans, de M. Raby.

M. Morency incite les administrateurs du conseil à s'impliquer au sein du comité des finances. Le comité rappelle que les membres observateurs ne peuvent pas s'impliquer au sein d'un comité.

À la suite de cet appel, M. Jean Grégoire signifie son intérêt à s'impliquer au sein du comité des finances.

Mme Marie-Claude Blais propose une résolution du conseil d'administration afin d'entériner la nomination de M. Raby comme nouveau membre du comité de gouvernance, d'éthique et des ressources humaines et de M. Grégoire comme nouveau membre du comité des finances. Mme Catherine Vallières-Roland appuie cette proposition.

5c. Élection au poste de secrétaire

À la suite du départ de Mme Claudine Couture-Trudel, le processus d'élection d'un nouveau Secrétaire devra être enclenché.

M. Morency mentionne que l'ensemble du processus est détaillé à l'article 6.7 des règlements généraux de la Sodes.

Le processus démarrera à la suite de la prochaine rencontre du conseil d'administration.

5d. Calendrier 2027

M. Morency présente la proposition de Calendrier 2027 de rencontres et d'activités aux membres présents.

Il indique que la direction générale souhaite bonifier le calendrier par l'ajout d'un nouvel événement, soit un cocktail de la rentrée, qui permettrait de réunir les membres et les partenaires de la Sodes à la reprise des activités en janvier.

Il propose également d'explorer des partenariats avec le CPQ ou les chambres de commerce régionales afin de jumeler l'une des rencontres du conseil d'administration à une activité réseautage en région. Ces partenariats auraient pour objectif de partager les responsabilités et les risques liés à l'organisation de l'événement.

Dans le cadre des rencontres du conseil d'administration prévues de septembre à novembre, des discussions sont en cours avec les chambres de commerce. M. St-Pierre invite les administrateurs à signifier leur intérêt à ce qu'une rencontre soit tenue dans leur région.

M. Vincent Lanouette propose une résolution du conseil d'administration afin d'adopter le calendrier 2027. M. Sylvain Desbiens appuie cette proposition.

6. Comité des Finances

6a. Rapport du Comité

M. Brunet cède la parole à M. Michael Fratianni, président du Comité des Finances.

Le Comité des finances s'est réuni le 16 septembre dernier.

M. Fratianni précise qu'outre l'état de la situation financière, les membres du Comité ont procédé à l'analyse de l'entente de collaboration entre le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) et la Sodes ainsi qu'au suivi du projet d'échange et de partage de données.

Il rappelle que le projet de Corridor intelligent Saint-Laurent–Grands Lacs : gouvernance neutre des données maritimes et logistiques, porté par la Société de développement économique du Saint-Laurent (Sodes), vise la mise en place d'une infrastructure numérique collective destinée à améliorer durablement la fluidité, la coordination intermodale et la capacité décisionnelle du Corridor central.

En ce sens, il mentionne que la demande d'aide financière a été déposée dans le cadre du Fonds pour la diversification des corridors commerciaux, de Transports Canada. Une réponse est attendue d'ici la fin de l'année 2026.

Il poursuit en précisant que la version préliminaire de la demande d'aide financière auprès du MTMD a été déposée, pour commentaire, au début du mois de septembre. L'objectif est que les professionnels du MTMD analysent la demande, formulent leurs questions et puissent débuter leur analyse. La demande ajustée sera déposée au nouveau ministre des Transports dès sa nomination, en octobre prochain. Une réponse est souhaitée d'ici la fin de l'année 2026.

Le comité débutera ses travaux au cours des prochaines semaines.

Les membres du comité sont :

- Marie-Claude Blais, Administration portuaire de Trois-Rivières;
- François Dumont, NessIA;
- Pascal Larin, Groupe CSL;
- Line Lemay, Groupe Océan;
- Fred Scalabrinni, Marsh.

6b. Rapport financier

M. Fratianni passe en revue l'état de la situation financière au 30 juin 2026.

Le total de l'encaisse est supérieur à celui observé pareille date l'année dernière en raison d'une réserve maintenue en prévision du paiement des taxes à payer.

Le montant de 77 409,70 $ inscrit aux comptes à recevoir se justifie principalement par la facturation effectuée pour les partenariats financiers signés dans le cadre des Assises québécoises du secteur maritime.

Le total de l'actif, au 30 juin 2026, est de 1 708 653,27 $ comparativement à 1 441 300,84 $ à pareille date en 2025.

En ce qui concerne le passif, il explique que les sommes à l'onglet Compte à payer sont inférieures à l'année précédente considérant que l'organisation paie, par chèque, tous les mois.

Le total du passif au 30 juin 2026 est de 192 929,13 $ comparativement à 416,31 $ à pareille date en 2026.

Au 30 juin 2026 :

- Actif net non affecté : 369 153,59 $;
- Fonds de réserve – Avoir : 685 691,18 $;
- Actif net investi en immobilisations : 47 131,00 $;
- Bénéfices non répartis : 9 202,02 $;
- Surplus : 440 944,98 $.

M. Fratianni poursuit en présentant certains écarts relevés dans l'état des résultats au 30 juin 2026.

Au chapitre des produits, à ce stade de l'année, la situation demeure conforme aux prévisions présentées et budgétées par la direction générale.

Quant aux charges, elles évoluent également conformément aux prévisions budgétaires.

Au 31 août 2026, la valeur totale du portefeuille était de 1 221 470 $ comparativement à 1 077 210 $ à pareille date l'année précédente.

6c. Entente de collaboration avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)

M. Fratianni mentionne être parvenu à une entente avec le MTMD concernant l'aide au fonctionnement.

L'entente d'une période d'un (1) an et au montant de 80 300,00 $ concernant les projets et services suivants :

- Coordination et participation à des groupes de travail
    - Comprend la participation de la Sodes aux instances suivantes :
        - Forum de concertation sur le transport maritime
        - Comité sur les carburants de remplacement
        - Autres comités sectoriels pertinents en lien avec le secteur maritime
- Organisation des Assises québécoises du secteur maritime et de la Journée maritime québécoise

    - Couvre les frais d'organisation, incluant la location de salles et d'équipements, les repas et pause-café, la présence d'un animateur, les communications et l'organisation d'activités ou de visites.
- Production et diffusion de veilles médiatiques et de veilles stratégiques mondiales
    - Produire et diffuser, une fois par mois (pendant 10 mois), une veille stratégique mondiale recensant des articles de fond, analyses et tendances internationales en transport maritime, logistique, commerce et chaînes d'approvisionnement.
    - Cette veille est accessible à l'ensemble des acteurs de l'écosystème maritime et des transports, incluant les représentants gouvernementaux, qui désirent les recevoir en s'inscrivant auprès de la Sodes.
- Frais de fonctionnement
    - Couvre les salaires et avantages sociaux des employés ainsi que les dépenses de bureau, télécommunication, loyer et assurances.

Une question par le conseil d'administration est soulevée concernant la réduction de 8 200 $ de la subvention accordée par le MTMD. Il est précisé que cette subvention est rattachée aux services, mais que le ministre et le Conseil du trésor devaient procéder à des mesures de réduction budgétaire et ont demandé à l'ensemble des organisations de faire un effort afin de contribuer à cet exercice.

Il est proposé par M. Carl Laberge, appuyé par M. Darren Reynolds, que le conseil d'administration approuve l'entente avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) relative à l'aide au fonctionnement de la Sodes et autorise le président-directeur général, M. Mathieu St-Pierre, à signer, pour et au nom de la Sodes, ladite entente ainsi que tout document requis aux fins de sa conclusion et de sa mise en œuvre.

7. Mot du président-directeur général

M. Brunet cède la parole à M. St-Pierre.

7a. Reddition de compte

M. St-Pierre mentionne que les interventions de la permanence de la Sodes se font dorénavant dans le cadre d'une nouvelle planification stratégique. Il précise donc que les démarches effectuées par la Sodes seront présentées sous quatre (4) axes d'intervention :

- L'influence;
- Le service aux membres;
- Les projets spéciaux et partenariats;
- La performance organisationnelle.

En matière d'influence, il présente les principaux dossiers sur lesquels la Sodes est active auprès des représentants administratifs et politiques, tant à Québec qu'à Ottawa.

En matière de relations gouvernementales, il indique que la direction a déposé ses positions dans le cadre de deux consultations fédérales, soit les consultations prébudgétaires 2026-2027 du gouvernement canadien et la consultation de Transports Canada intitulée « Renforcer l'unité de l'économie canadienne par le commerce et les transports ».

Sur le dossier du dragage, la Sodes poursuit le suivi des enjeux liés à la Traverse-Nord et les travaux sur la valorisation des sédiments.

En environnement, il souligne la création de nouvelles tables de concertation et la relance d'anciens groupes de travail. Il constate également une pression de plus en plus coordonnée de la part des groupes environnementaux et des groupes citoyens. Il fait état du rapport de la SNAP et de la réaction que la Sodes y a apportée, ainsi que de la réaction de la Sodes à l'initiative « Un projet, une évaluation, une décision ».

M. St-Pierre fait état de l'implication accrue des groupes environnementaux, des communautés autochtones et des comités ZIP dans différents projets maritimes. Il souligne l'importance pour l'industrie maritime de poursuivre et d'accentuer également sa mobilisation et sa présence dans les différents dossiers.

Quant au positionnement stratégique du Saint-Laurent, la direction générale suit de près les différents projets annoncés et a pris connaissance de l'étude de ClearSeas, qui projette les mouvements de navires à l'horizon 2045.

Enfin, la Sodes assure un suivi de l'intérêt que portent les fonds d'investissement au secteur.

En matière de services aux membres, il mentionne que la direction générale est à organiser plusieurs activités et représentations des membres, dont la Journée maritime québécoise, le 27 octobre 2026, le Cocktail de la rentrée, en janvier 2027 et les Assises québécoises du secteur maritime, qui auront lieu les 11 et 12 mai 2027 à Lévis. M. St-Pierre mentionne la tenue du congrès de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent les 13 et 14 mai 2027 et précise que des échanges sont en cours afin de coordonner les actions et d'explorer les possibilités de collaboration avec l'organisation.

Il ajoute que l'équipe est à produire des fiches synthèses sur les organisations maritimes et logistiques pour faciliter le travail de représentation auprès des instances gouvernementales et institutionnelles.

Comme mentionné lors de la dernière rencontre du conseil d'administration, M. St-Pierre a eu l'occasion de présenter l'écosystème maritime et logistique devant un premier conseil d'administration. Les commentaires reçus sont très positifs.

En matière d'études et de projets spéciaux, il rapporte que l'organisation collabore à l'élaboration de cahiers spéciaux en lien avec la Journée maritime québécoise et une publication dans *Les Affaires* portant sur les entreprises maritimes et leur soutien à l'économie locale et régionale.

Il mentionne que l'émission *Découvrons-nous* portant sur le fleuve sera diffusée sur les ondes de Télé-Québec, le 16 octobre prochain.

Afin de soutenir la Sodes dans l'élaboration d'activités régionales l'an prochain, il mentionne que la direction générale travaille au développement de plusieurs partenariats avec, entre autres, le CPQ, les chambres de commerce régionales et la FCCQ.

Finalement, en matière de performance organisationnelle, il mentionne l'intégration du nouveau directeur, contenu et initiatives stratégiques.

Il annonce aussi la volonté de la direction générale de lancer un sondage visant à mesurer la satisfaction des membres envers la Sodes ainsi que les perceptions de la population face aux enjeux de demain. Les résultats seraient dévoilés dans le cadre du cocktail de la rentrée et à préparer la prochaine planification stratégique.

Mme Milla Mormul-Dubois présente les grandes orientations de la Journée maritime québécoise.

Au-delà des rencontres avec les hauts fonctionnaires du gouvernement, la Sodes prépare un Passeport maritime du Québec – 125 élus, 125 liens avec le maritime, réalisé en concertation avec les membres, afin d'illustrer, à travers 125 faits et données répartis sur le territoire québécois, la présence du maritime dans les collectivités et sa contribution à l'économie du Québec.

La Sodes collaborera également avec Le Soleil et La Presse pour offrir à l'industrie deux occasions de rayonnement médiatique.

En collaboration avec le Port de Québec, une immersion portuaire sera proposée aux élus, représentants gouvernementaux et consuls généraux afin de leur faire découvrir concrètement les activités, infrastructures et acteurs de la chaîne logistique maritime. La journée se conclura par un cocktail de réseautage à l'Assemblée nationale.

Avant de céder la parole à M. Julien Fouquet-Asselin, M. St-Pierre met en contexte la présentation des différentes promesses électorales. Il rappelle que, contrairement à ce qui avait été évoqué lors de la rencontre du 9 juin, plusieurs partis ont choisi de ne pas maintenir un volet maritime distinct dans leur plateforme électorale et de traiter certaines priorités maritimes dans une approche plus large. Il souligne que cette évolution fait notamment ressortir l'importance de présenter des demandes cohérentes et concertées pour le secteur maritime.

Les membres rappellent l'importance pour chaque association de respecter son mandat et son champ d'intervention, afin d'assurer une complémentarité entre les organisations et d'éviter les chevauchements ou les empiètements dans leurs rôles respectifs.

Il est convenu que M. St-Pierre en discutera avec ses homologues des autres associations. Si des enjeux persistent, M. Brunet aura une discussion avec les présidents de chacun des conseils d'administration concernés.

Dans le cadre des élections provinciales, M. Fouquet- Asselin présente les engagements et promesses pour chacun des partis politiques.

Cette présentation se veut un moyen d'identifier les engagements et promesses des partis politiques provinciaux susceptibles d'avoir un impact sur l'écosystème maritime québécois. Ce portrait doit permettre à la Sodes de repérer la convergence et différence entre les partis, identifier les occasions de positionnement et à préparer les interventions auprès du prochain gouvernement.

La Coalition Avenir Québec (CAQ) a présenté sa stratégie maritime *Horizon Saint-Laurent* ayant deux axes principaux: des investissements dans les infrastructures portuaires régionales (300 M$) et pour la construction navale (90 M$).

Le Parti conservateur du Québec (PCQ) axe ses engagements électoraux sur les thèmes de la dérèglementation, la compétitivité et l'apport du privé dans les services publics.

Le Parti libéral du Québec (PLQ) mise sur une nouvelle politique industrielle, l'investissement dans nos infrastructures et le commerce interprovincial.

Le Parti Québécois (PQ) a dévoilé son *Plan environnement 2026-2035* et se structure en deux angles :

- La mise en place d'une stratégie nationale de décarbonation du transport des marchandises;
- L'accélération de l'électrification et de l'efficacité énergétique de l'économie québécoise.

Si le PQ est porté au pouvoir, il faudra surveiller la manière dont il respectera sa promesse de tenir un référendum dans un premier mandat. Son livre bleu, le document expliquant sa démarche pour mener le Québec vers un pays.

Québec Solidaire (QS) centre ses engagements sur la transition écologique et l'acceptabilité sociale mis de l'avant dans son *Plan Climat: Transition pour 2035*. Le parti propose des investissements majeurs en transport collectif visant la réduction de la dépendance à l'automobile et au camionnage. Il souhaite un encadrement environnemental accru sur les projets d'infrastructures.

8. Mise à jour des dossiers

Un document de mise à jour a été transmis aux administrateurs en même temps que l'ensemble des documents.

M. Brunet invite les membres du CA à transmettre leurs commentaires ou questions directement auprès de la permanence.

9. Varia

M. Robert Bellisle présente le projet de terminal international de conteneurs de QSL au Port de Québec. Il rappelle qu'il s'agit d'un projet structurant visant à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, à diversifier les corridors commerciaux et à optimiser les infrastructures industrialo-portuaires existantes.

Le projet prévoit le réaménagement et l'optimisation des installations actuellement exploitées par QSL dans le secteur Beauport, sans empiétement sur le fleuve Saint-Laurent ni travaux en milieu marin. À pleine capacité, le terminal pourrait manutentionner jusqu'à 200 000 EVP annuellement, avec une mise en service initiale prévue à 40 000 EVP. QSL estime par ailleurs qu'environ 80 % des volumes pourraient être transportés par rail.

Après le dépôt de l'avis de projet et l'obtention de son avis de recevabilité, QSL a amorcé le processus d'évaluation et d'atténuation des impacts (PEAI) de l'Administration portuaire de Québec. Les prochaines étapes comprennent :

- La réalisation d'une étude des effets environnementaux;
- La poursuite des échanges avec les parties prenantes
- Ainsi que des consultations publiques.

Des études complémentaires sont également prévues, notamment sur la circulation locale, le bruit associé aux activités ferroviaires et la dispersion atmosphérique.

Le projet intègre dès sa conception différentes mesures visant à réduire et à atténuer ses impacts potentiels sur l'environnement et le milieu de vie, notamment des zones tampons végétalisées, une butte-écran, une gestion des eaux pluviales et des sols ainsi qu'une forte intégration du transport ferroviaire. M. Bellisle indique que la démarche se poursuivra en collaboration avec les autorités, les partenaires et les communautés concernées, en fonction des commentaires recueillis au cours du processus.

De son côté, M. Pascal Raby confirme que l'Administration portuaire de Québec (APQ) a reçu le projet déposé par QSL. Il précise que des dates de consultations citoyennes seront annoncées prochainement.

Il termine en rappelant que le gouvernement fédéral a confirmé que l'APQ est l'autorité désignée pour évaluer le projet.

10. Prochaine réunion

M. Brunet demande que la rencontre du conseil d'administration, initialement prévue le 19 novembre prochain, soit reportée au 20 novembre et se tienne en mode virtuel de 09 :00 à 11 :00.

12. Huis clos du conseil d'administration

Les administrateurs se réunissent en huis clos.

Fin de la réunion.

RÉUNION DES ADMINISTRATEURS DE LA SODES
TENUE LE 24 SEPTEMBRE 2026 EN MODE HYBRIDE

RÉSOLUTIONS

Administrateurs/trices présent(e)s :

BÉLANGER, Philippe	G3 Canada Limited
BELLISLE, Robert	QSL
BLAIS, Marie-Claude	Administration portuaire de Trois-Rivières
BRUNET, Jean-Philippe	Groupe Océan
CARON, Guy	Ville de Rimouski
CHOUINARD, Joël	Administration portuaire de Sept-Îles
CYR, Denis	Fonds de solidarité FTQ
D'AMBROISE, David	Administration portuaire de Montréal
DESBIENS, Sylvain	Groupe Somavrac
FRATIANNI, Michael	Société Terminaux Montréal Gateway
GRÉGOIRE, Jean	Langlois
LABERGE, Carl	Administration portuaire du Saguenay
LABRIE, Michael	ArcelorMittal
LANOUETTE, Vincent	Corporation des pilotes du Bas Saint-Laurent
MORENCY, Stéphane	MSC
NADEAU, Charles-André	Aluminerie Alouette
OTIS, Karine	Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
RABY, Pascal	Administration portuaire de Québec
REYNOLDS, Darren	Canadien National
RICHARD, Christian	Pétro-Nav inc, Desgagnés
SAUVÉ, Éric	Corporation des pilotes du Saint-Laurent Central
TRÉPANIER, Nicole	Fednav
VALLIÈRES-ROLAND, Catherine	Communauté métropolitaine de Québec
VIAU, Isabelle	Société du port de Valleyfield

Personnes présentes avec la permission des administrateurs :

AUCLAIR, Serge	Administration de pilotage des Grands Lacs
BERNARD, Manou	Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie maritime
CARON, Nathalie	Société des traversiers du Québec (STQ)
COTÉ, Frédéric	Concept Naval
DAOUST, Marie-France	Sodes
FOUQUET-ASSELIN, Julien	Sodes
MORMUL-DUBOIS, Milla	Sodes
SAADOUN, Fred	PwC
ST-PIERRE, Mathieu	Sodes

Personnes absentes :

AUBRY-MORIN, Jean	Administration de pilotage des Grands Lacs
BEAUCHEMIN, Sophie	Ministère des Transports et de la Mobilité durable
BÉDARD, Julie	Pilotage Saint-Laurent
DUBREUIL, Guillaum	CSL
REYBURN, Katia	Logistec
W. AUDET, Catherine	Davie

Nominations d'administrateurs

Il est RÉSOLU de nommer Mme Julie Bédard en tant qu'administratrice en remplacement de M. Marc-Yves Bertin.

Il est RÉSOLU de nommer M. Robert Bellisle en tant qu'administrateur en remplacement de Mme Claudine Couture-Trudel.

Il est RÉSOLU de nommer M. Joel Chouinard en tant qu'administrateur en remplacement de Mme Alexandra Chouinard.

Élection au sein des comités

Il est RÉSOLU de nommer M. Pascal Raby comme nouveau membre du comité de gouvernance, d'éthique et des ressources humaines.

Il est RÉSOLU de nommer M. Jean Grégroie comme nouveau membre du comité des finances.

Calendrier 2027

Il est RÉSOLU d'adopter le Calendrier 2027.

Entente de collaboration avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)

Il est RÉSOLU d'approuver l'entente avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) relative à l'aide au fonctionnement de la Sodes et d'autoriser le président-directeur général, M. Mathieu St-Pierre, à signer, pour et au nom de la Sodes, ladite entente ainsi que tout document requis aux fins de sa conclusion et de sa mise en œuvre.